



HAL
open science

Denis Hairy : témoignage

Denis Hairy, Christian Galant

► **To cite this version:**

Denis Hairy, Christian Galant. Denis Hairy : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 15, Editions INRA, 2012, Archorales, 2-7380-1305-8. hal-02803626

HAL Id: hal-02803626

<https://hal.inrae.fr/hal-02803626>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Denis Hairy

Parlons tout d'abord de mes études. Concernant ce sujet, mon souvenir est très vif. Durant ma scolarité secondaire, j'étais plutôt littéraire - j'avais souvent obtenu les prix de lettres et de langues - et je n'étais pas très matheux mais j'ai décidé de suivre la terminale "Mathématiques-élémentaires" parce que j'avais déjà une idée du métier que je voulais faire: entrer à l'Agro, puis aux Eaux et Forêts, pour avoir à la fois un travail d'ingénieur et rester en contact avec la nature. À la lecture du programme du concours d'entrée à l'Agro, je compris que les classes préparatoires étaient de niveau math sup. et qu'il fallait donc faire des mathématiques. J'ai donc suivi les cours de la terminale math élém., assez péniblement. Les mathématiques n'étaient pas mon centre principal d'intérêt. J'ai cependant eu le bac math élém., ainsi que le bac philosophie (en septembre). Fin 1958, je suis parti à Paris en classe préparatoire au lycée Chaptal. Reçu au premier concours en 1960, je suis arrivé à l'Agro; comme toutes les matières ne m'intéressaient pas, j'ai pris un tournant en fin de seconde année, suite aux visites sur le terrain organisées par la direction de l'Institut National Agronomique.

Est-ce à l'occasion de visites sur le terrain que vous avez pensé réorienter vos choix professionnels ?

Oui, en effet. J'ai le souvenir d'un voyage dans les forêts de l'Est de la France, sur les champs de bataille de la guerre 1914-1918. Un ingénieur des Eaux et Forêts nous y avait accompagnés et fait une présentation de son métier, qui m'avait paru à la fois très "technique" et mondain. Je m'étais dit: *dans son métier, ce monsieur ne doit pas voir souvent la nature; il doit plutôt passer son temps dans son bureau ou dans les salons du préfet.* Cela m'avait vraiment profondément déçu. Il faut dire aussi que j'étais déjà politisé. Sensible aux événements d'Algérie, en rentrant à l'Agro en 1960, j'ai adhéré au PSU et j'ai milité contre la guerre. L'activité militante m'a conduit à m'intéresser aux questions économiques, à l'économie politique. Et je me suis réorienté. J'ai quitté la voie des Eaux et Forêts pour entrer dans la section de Denis Bergmann, professeur d'économie rurale en 2^e et 3^e années à l'Institut National Agronomique. Il est devenu chef du département Économie et sociologie rurales à l'INRA.

Quelle idée aviez-vous, de par vos origines familiales, de la nature domestiquée par l'agriculteur ?

Mes parents étaient enseignants (directeurs d'école primaire et de cours complémentaire). J'ai très peu connu mon père. J'avais 4 ans quand il a disparu. Arrêté par les Allemands, il est mort en déportation en 1944. Ma mère a vécu assez âgée. Je l'ai connue dans l'exercice de son métier et si je l'admirais beaucoup, je n'avais pas envie de devenir, comme elle, enseignant. N'ayant pas été en contact particulier



À l'Agro, 1962.

avec la campagne, je ne sais pas vraiment d'où me vint ce goût pour la nature. Je noterai tout de même que ma mère m'avait incité à constituer un herbier, et qu'elle m'avait bien initié à la reconnaissance des plantes. Mais il y avait surtout au départ comme un rejet de la vie de bureau, que j'ai finalement pratiquée pendant toute mon existence.

Vous êtes né en 1940. Avez-vous été marqué par la période de la guerre 1939-1945 ?

Mon père a été arrêté en 1944. Il faisait partie d'un réseau de résistance de la Mayenne qui a été démantelé par la police allemande. À ce moment-là, ma mère n'a pas voulu s'exiler mais elle a craint les bombardements sur Laval lors de l'arrivée des Américains. Elle nous a emmenés à Vaiges,

Sauf indication du ©
les photos font partie de la collection
de Denis Hairy.



Stage en exploitation chez monsieur Hollier-Larousse, avant l'entrée à l'Agro, 1961.

où mes parents avaient été directeur et directrice des écoles pendant vingt ans (l'école des garçons porte aujourd'hui le nom de mon père) et où elle avait gardé beaucoup de relations. Nous nous étions réfugiés dans une petite ferme très isolée que les Allemands n'ont jamais découverte. De cette période, je garde peu de souvenirs ; il me semble cependant que j'ai gardé en tête l'image des gens de la Gestapo qui sont venus arrêter mon père.

Dans votre scolarité, vous étiez plutôt attiré par la philosophie, les sciences humaines et la littérature ?

Tout à fait. Depuis la sixième, j'écrivais facilement et plutôt bien, et j'aimais les cours de littérature, de langues et de sciences naturelles ; je lisais aussi beaucoup. J'avais nettement moins de dons pour les mathématiques, mais je compensais ce handicap par un travail très suivi.

Lors de votre formation à l'Agro, avez-vous découvert des enseignements en production végétale ou animale qui vous ont séduit ?

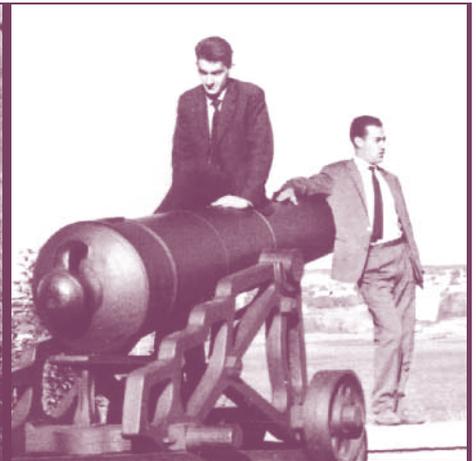
Comme j'étais un étudiant sérieux, j'ai travaillé à peu près toutes les matières. Je garde un mauvais souvenir du machinisme agricole et de la résistance des matériaux. J'ai eu de très bons résultats dans d'autres disciplines "scientifiques" : la chimie organique ou la chimie biologique, par exemple. Mais j'étais déjà très intéressé par les sciences humaines. C'est en entrant en 3^e année que j'ai vraiment pris le tournant, poussé par un ami avec qui je suis resté en relation très étroite, Jean-Paul Canonge. Fils de M. Henri Canonge, secrétaire général de la CNMCCA, il se destinait au monde des banques. Il est d'ailleurs devenu directeur de la Caisse de crédit agricole du Gard. Nous étions très liés. Nous travaillions et militions souvent ensemble. Cela m'a orienté. C'est donc en partie pour des raisons politiques que j'ai été de plus en plus attiré par les sciences humaines.



Voyage d'études INA (Provence), été 1963.



Voyage d'études en Tunisie, été 1962.



Voyage de promotion au Canada, été 1962.

Recruté en 1962 à l'INRA, que saviez-vous des recherches conduites par les économistes de l'Institut ?

Sorti 2^e du cursus général de l'Agro en 2^e année, j'ai choisi d'aller chez Denis Bergmann, professeur principal enseignant l'économie en 3^e année; dès cette 3^e année, j'avais été recruté par l'INRA en tant qu'ACS, ce qui avait bien arrangé ma situation matérielle. Denis Bergmann nous faisait un cours d'économie néo-classique, essayant de nous inculquer les données et référentiels de base, notamment sur le fonctionnement des marchés. Mais j'ai surtout connu Denis Bergmann comme directeur de la station, puisqu'il était à la fois directeur de la station de la rue de Lasteyrie, où je suis entré après l'Agro, et chef du département d'économie. Denis Bergmann avait une méthode assez personnelle de gouvernement: il pratiquait le "sevrage précoce", ce qui veut dire qu'il nous laissait un peu à nous-mêmes; cela n'a pas toujours donné de bons résultats.

Cette méthode était-elle inspirée d'un concept américain ?

Peut-être. En effet, Denis Bergmann revenait alors des États-Unis, où il avait, je crois, fait de la recherche et de l'enseignement. Comme d'autres, j'étais donc laissé un peu à moi-même, pas trop guidé, surtout au début de la recherche.

Aviez-vous ressenti le besoin de compléter la formation acquise à l'Agro ?

J'avais certes le souci d'acquiescer un maximum de diplômes, mais j'avais également réalisé que notre formation en économie était insuffisante. Avec d'autres collègues de la section d'économie, nous avons passé l'examen probatoire pour entrer en faculté. Il fallait passer cet examen pour pouvoir préparer le diplôme d'études supérieures de sciences économiques. J'ai été reçu. C'est en 1968 seulement que j'ai passé l'examen final de DES, mais sans avoir suffisamment approfondi ma formation théorique.

Avez-vous été encouragé à compléter votre cursus universitaire ?

Aujourd'hui, je crois qu'il est obligatoire de faire une thèse. Je regrette d'ailleurs de ne pas être allé jusqu'à la thèse. Denis Bergmann nous y encourageait pourtant, mais je me suis arrêté à la fin du diplôme d'études supérieures. Lancé dans la carrière de jeune chercheur INRA, je pensais que le type de travaux nécessaire pour passer les concours de l'INRA n'allait pas de pair avec un travail de réflexion académique. C'était une grave erreur de ma part. Je suis entré dans une équipe de recherches où, progressivement, je suis devenu le seul Agro. J'ai vite senti qu'il y avait une différence de formation avec mes collègues économistes "universitaires". J'ai donc entamé la préparation de mon DES en arrivant rue de Lasteyrie. J'ai travaillé trois ou quatre mois, passé avec succès le concours d'assistant de recherches, et en 1964 j'ai dû partir au service militaire, que j'ai effectué pour une large partie au Shape, à côté de Paris.

Lorsque vous entrez à l'INRA, aviez-vous une vision de l'ensemble du dispositif de recherche, et quel a été votre premier objet d'études ?

Cette vision d'ensemble de l'INRA, nous l'avons acquise un peu au cours des réunions de département organisées par Denis Bergmann.

Il nous avait confié avec deux collègues la reprise d'un dossier portant sur la construction d'un modèle de transport du maïs en France. Nous avons passé le concours d'assistant avec ce dossier sur le maïs. Nous n'avions pas réussi à faire beaucoup avancer le modèle. Ensuite, Denis Bergmann m'a confié la lecture et l'analyse des vingt dernières années de la revue *Économie rurale*. Après le recensement des statistiques, ma culture en économie rurale ne me donnait pas assez de recul pour porter un jugement sur la façon dont la revue s'était développée (évolution des thèmes traités, des méthodologies utilisées...) Un collègue un peu plus ancien, et qui deviendra un ami fidèle, Pierre Coulomb, m'a aidé à achever ce premier article.

Vous aviez un questionnement sur ce que vous faisiez dans cette unité de recherche par rapport à l'objet même de vos recherches; avez-vous rencontré quelqu'un qui vous a mis sur une piste ?

Oui, un de nos collègues plus anciens nous a suggéré d'aborder l'analyse de l'industrie du lait, qui connaissait alors de profondes transformations, considérées par certains comme l'annonce d'une modernisation et réorganisation profonde de toute "l'agro-industrie". A joué aussi un peu le hasard de la localisation géographique: dans l'immeuble de la rue de Lasteyrie, où j'étais arrivé après mon service militaire, je me suis retrouvé avec deux collègues (François Labouesse et Pierre Saunier). Pierre Saunier était issu de l'université. Deux autres chercheurs (Bernard Schaller et Daniel Perraud), également issus de l'université, nous ont rejoints un peu plus tard. Notre première idée a donc été d'étudier ensemble les mutations de l'industrie du lait. Il s'agissait de poser un diagnostic sur l'évolution de l'une des premières industries du secteur agroalimentaire français. Nous avons rassemblé et analysé toute l'information disponible, notamment les données fiscales, puis nous avons conduit une enquête directe auprès des grands groupes laitiers français; nous avons découvert ainsi des méthodes et nous sommes confrontés au métier de chercheur pour rassembler et traiter l'information. Nous avons sorti un premier ouvrage "Croissance et concentration dans l'industrie laitière" (1967), suivi d'une importante série de monographies, rassemblées dans un gros volume: "Le dossier de l'industrie laitière, 50 monographies de firmes et d'ensembles régionaux" (1968). Il s'agit d'une œuvre collective, qui nous a permis d'expérimenter le travail en équipe, méthode de travail à laquelle je suis resté fidèle toute ma vie de chercheur. L'ouvrage nous a positionnés dans la profession et dans l'institution; la profession laitière aussi s'était montrée très intéressée.

Quel était le contexte de la production laitière dans les années 1960-1970 ?

À l'époque, on s'intéressait à l'industrie et non pas à la production. L'industrie du lait, c'était alors la phase de constitution des très grandes unités, l'explosion de la demande, notamment avec le début de la diffusion de masse des produits frais. C'était l'époque de l'ascension de Danone et de groupes intéressants à observer. J'étais allé interviewer Michel Besnier, qui était à l'origine à la tête d'une petite entreprise de la Mayenne, avec une usine dans la banlieue de Laval, et qui était en train de créer un des grands groupes laitiers européens, sur des bases familiales, avec peu de recours à l'actionnariat. Cela nous avait fortement intéressés. Dans le même temps, se constituaient de grands pôles industriels coopératifs, dont certains ont disparu, comme le géant ULN. L'ULN connaissait alors une croissance très rapide, trop sans doute, avec une interpénétration très intéressante entre l'action de l'État et l'action des entrepreneurs; elle était devenue en quelque sorte un rouage de la politique laitière, se chargeant de transformer le flux croissant de matière première en fabriquant des produits de base

(beurre, poudre de lait), écoulés pour une bonne part sur le marché public des produits soutenus.

On observe donc un panorama constitué de grands groupes privés familiaux comme Besnier et un système coopératif soutenu fortement par l'État.

Mais qui se transforme aussi rapidement avec le regroupement ou la disparition des petites unités. Il y a ainsi une grande différence entre la petite coopérative d'origine, "Elle-et-Vire", et la grande période de l'ULN des années 1970-1975. Ce genre d'analyses existait peu; nous avons dressé une bonne description de l'état du secteur, et développé une analyse des mécanismes de la concentration: "Il y a une croissance externe par conquête de nouveaux marchés, solvables pour certains (produits frais), portés par l'intervention publique pour d'autres (beurre, poudre), mais il y a surtout une phase de forte concentration capitaliste, au cours de laquelle de nombreuses petites unités vont disparaître". Daniel Perraud avait alors rejoint notre équipe, après avoir obtenu son diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Il avait travaillé au SCEES pour une enquête conduite avec une équipe du laboratoire de l'INRA de Paris, et intitulée: "Le recensement général de la coopération agricole". Opération importante: il s'agissait d'une vaste enquête sur toutes les coopératives agricoles françaises. Perraud y avait collaboré pour l'Est central, c'est-à-dire toute la zone fromagère du gruyère et du comté. Son diagnostic très original concernait l'évolution des techniques, dont l'apparition de la cuve multiple en fromagerie, qui avait effectivement démarré dans cette région. Il avait fait une sorte de plaidoyer pour le maintien de pratiques artisanales rénovées, qui lui paraissaient étroitement conditionner le maintien de produits de qualité, tels que le comté et le beaufort. Les faits ont prouvé qu'il n'avait pas tort: plus tard, c'est un emmenthal de "second rang" qui a été fabriqué dans les grosses usines bretonnes, et a perturbé le marché de ce produit. Son diagnostic avait beaucoup intéressé l'INRA, et il avait noué des relations avec Germain Mocquot - chef du département de technologie laitière -, avec qui j'ai eu, plus tard, de nombreux contacts une fois nommé dans la commission des recherches bovines de l'INRA par Jacques Poly. M. Germain Mocquot était un esprit supérieur; cultivé, ouvert. Intéressé par nos travaux, il nous a toujours suivis et était notre grand "conseiller technique".

Quel était l'objectif de vos travaux, aviez-vous l'intention de faire changer les choses ?

Non; nous étions dans la position du chercheur qui observe et qui essaie de comprendre ce qui se passe pour poser un diagnostic. À l'issue de ce travail, nous avons conclu qu'il fallait absolument améliorer nos méthodes. Un article d'un chercheur de l'INSEE paru dans *Économie et statistiques* exposait que l'on pouvait construire des comptes de branches et de secteurs connectés à partir de données micro-économiques, ce qui permettrait d'en éclairer le fonctionnement. Nous nous sommes lancés dans cette opération, qui a donné

lieu, sur le plan méthodologique, à la publication d'un article dans *Les Annales de l'INRA*. C'est une étape que je regrette : après avoir accompli un très bon travail empirique, nous nous sommes lancés dans un tunnel méthodologique qui n'a abouti à rien car nous n'avons pas réuni les moyens nécessaires pour bâtir des comptes cohérents de la branche laitière. Après avoir réalisé qu'il s'agissait d'une impasse, nous sommes revenus à des travaux plus empiriques entre 1970 et 1974.

L'unité centrale d'économie avait-elle bien identifié vos travaux ?

Oui. On nous appelait "l'équipe lait". Nous étions reconnus comme les spécialistes du secteur, en interne comme en externe.

Quels étaient vos liens avec Germain Mocquot sur la partie production animale et technologie laitière de l'INRA ?

Aviez-vous des liens avec les laboratoires du département de technologie laitière ?

Oui. Daniel Perraud avait fortement développé ces liens. Pour conduire notre projet de description et d'analyse de l'ensemble de la filière lait, nous souhaitions mieux connaître les techniques. Perraud a passé plusieurs mois dans les laboratoires de Germain Mocquot à Jouy-en-Josas, pour faire des relevés, participer au travail des équipes, voir comment fonctionne une fromagerie, étudier les différents types de matériel utilisés, leurs performances et leurs possibilités d'évolution. Je recontactai plus tard le département Technologies laitières car Jacques Poly m'avait demandé de prendre la responsabilité d'une expertise économique du procédé mis au point par l'INRA dit "MMV" (pour : Maubois, Mocquot, Vassal), procédé d'ultrafiltration et thermisation du lait à la ferme. J'avais alors produit un rapport d'expertise, en 1985 me semble-t-il. Après ces analyses un peu générales du fonctionnement du secteur industriel, il y avait eu des grèves du lait, des mouvements sociaux dans le secteur laitier. La constitution d'industries modernes s'accompagnait d'une pression sur les prix à la production, qui était devenue insupportable aux producteurs. Ils se plaignaient notamment des conditions de paiement qui devenaient de plus en plus "opaques". C'était le moment où se mettait en place la loi sur le paiement du lait à la qualité, qui imposait le classement et le paiement du lait en fonction du nombre de germes. Nous avons dû élargir notre équipe pour lancer une enquête très lourde sur le paiement du lait en France : "l'enquête prix du lait".

Cette question plus globalisée va vous amener à essayer de comprendre et décortiquer le mécanisme de formation du prix du lait.

Jusqu'aux années 1980, le prix du lait était-il établi selon la loi de l'offre et de la demande ?

Quelle était la règle ?

Nous avons affaire à un secteur organisé : l'organisation européenne du marché laitier date d'avant les années 1960.



© INRA
Germain Mocquot.

Après les premières crises de surproduction, sous Mendès-France, en 1954-1955, on a mis en place (en 1957, je crois) une organisation de marché qui a bien fonctionné jusqu'à la mise en place des quotas. Il y avait un soutien de marché important, avec intervention sur le beurre et la poudre et donc avec des prix directeurs et des filets de sécurité pour les industriels. Malgré tout, l'introduction du paiement du lait à la qualité, la concurrence de plus en plus vive entre les deux secteurs, privé et coopératif, et entre les entreprises, avaient conduit à des pressions très fortes sur le prix du lait et à des grèves de livraison dans les années 1970. Tout cela nous a conduits à nous intéresser au paiement du lait. Avec une autre équipe de la rue de Lasteyrie, au total une dizaine de chercheurs, nous avons élaboré une grande enquête sur le paiement du lait en France, qui a été largement publiée. C'était la première publication de résultats individuels. Un certain nombre d'entreprises ont coopéré avec nous pour nous aider à recueillir les informations. D'autres avaient clairement refusé et nous sommes allés chez les producteurs pour reconstituer leurs grilles de paiement. C'était un travail

un peu descriptif, mais certainement très utile: il a remis en cause nombre d'idées reçues sur les déterminants des prix dans les différentes régions. Nous avons mis au point collectivement le questionnaire et la méthodologie de cette enquête. Nous avons publié les résultats dans un ouvrage intitulé: "Le paiement du lait en France", en 1975; nous avons travaillé alors sur la période 1970-1972. Sur le terrain, les grèves et mouvements sociaux relatifs à la fixation du prix du lait aboutissent à la création, en 1974, du Comité national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL). Notre équipe se scinde: Pierre Saunier et Bernard Schaller se tournent vers d'autres pistes; Perraud et moi nous intéressons à l'interprofession et publions trois gros ouvrages sur ce sujet.

Le premier volume des "Problèmes d'organisation de l'économie laitière" sort en 1976 et le dernier en 1979. C'était un travail intéressant d'analyse comparative. Nous avons d'abord fait un travail de recueil de données sur le terrain car nous savions que des interprofessions locales existaient avant l'interprofession nationale, dans la Meuse et les Ardennes notamment. Dans ces régions, les producteurs s'étaient organisés de longue date sous des formes diverses (groupements de producteurs, coopératives de vente) de façon à faire face à leurs partenaires industriels. Nous sommes allés recenser, analyser ce qui se passait aussi à l'étranger car certains pays - les Pays-Bas, l'Angleterre, la Suisse - avaient en ce domaine des expériences plus anciennes que la France. Nous avons écrit un deuxième ouvrage sur ces interprofessions étrangères et un troisième ouvrage de synthèse, dans lequel nous avons montré que l'interprofession, tentative de "cogestion" paritaire des intérêts de la filière, avait des racines corporatistes datant des années 1940. En échange de cette cogestion interprofessionnelle, l'État pourrait s'engager à déléguer une part de ses prérogatives de droit public. En fait, l'interprofession allait rapidement échouer sur un point central: la fixation d'un prix minimum national contractuel garanti; en parallèle, elle allait échouer aussi dans sa tentative d'intervention dans la détermination du prix de détail du lait de consommation (qui, alors, était encore "taxé"); n'ayant pu atteindre ces objectifs, elle allait dorénavant se cantonner à des tâches "d'intérêt commun" (fixation des normes de qualité, promotion des produits, études de marché). Ces études sur l'industrie, puis sur la filière, son fonctionnement et son organisation, nous ont conduits à nouer des relations politiques. Le cabinet du ministre était intéressé par nos travaux sur l'interprofession, et nous avait demandé de faire une présentation au ministère. En 1979-1980, Daniel Perraud et moi abordons la question du système productif. Nous abandonnons le volet industriel et le volet "organisation" pour passer au niveau de la production. Dans un contexte de dénonciation de l'intensification, nous cherchions à comprendre: pourquoi les agriculteurs intensifient-ils? Quels sont les résultats de l'intensification et de la non-intensification de la production? Le secteur laitier apparaissait alors comme un lieu privilégié d'expression de ce que certains appelaient la "crise" du modèle productiviste. Il nous a semblé important de faire le point sur ces critiques de la "course à la productivité".

En tant qu'agronome de formation, quelles étaient vos conceptions par rapport à l'intensification, qui s'inscrivait dans les Trente Glorieuses? En définitive, qu'avez-vous obtenu, en termes de retombées, à l'issue de l'enquête sur la production laitière dans l'Ouest, de 1979 à 1983?

Nous pensions qu'il était sans doute possible de faire mieux ou de conduire l'intensification différemment. Mais les attaques contre l'intensification nous paraissaient surtout excessives et très marquées d'une idéologie, vaguement "écologique", voire agrarienne: quel crédit accorder à quelques études de cas de producteurs surendettés? En quoi la baisse de productivité d'un facteur (les consommations intermédiaires, en l'occurrence), souvent évoquée, était-elle décisive pour juger du succès ou de l'échec d'un "modèle", sachant qu'elle allait de pair avec une forte augmentation de la productivité du travail?

Daniel Perraud et moi donnions alors des conférences sur nos travaux devant l'interprofession et diverses organisations agricoles départementales ou régionales. J'avais fait notamment une intervention, au cours de laquelle j'avais évoqué ces projets, devant la confédération des coopératives de l'Ouest de la France, dont le président était Joseph Ballé, président de la CANA. Il nous a proposé de mettre tous les coopérateurs de la région à notre disposition pour élaborer une enquête sur les problèmes de production: ce sera "l'enquête INRA-CCAOF", conduite avec la Confédération des coopératives agricoles de l'Ouest de la France. Cette enquête est en fait la première d'une longue série d'études conduites de 1980 à 1992, sur les problèmes de la production laitière, de l'intensification, de ses résultats économiques et de son devenir, notamment avec la mise en place des quotas laitiers. Les coopératives ont mis à notre disposition leurs fichiers de producteurs, ce qui nous a permis d'établir une base de sondage. À partir d'un échantillon d'environ 1000 exploitations, nous avons établi un questionnaire et fait une enquête systématique. Nous avons saisi toutes ces données en informatique et les avons analysées pendant environ deux ans. Cela nous a permis de mettre en relation les caractéristiques structurelles des exploitations, les superficies, l'âge des exploitants, leur localisation, leur parcours économique, leur endettement. Nous avons acquis une vision précise des perspectives de développement de ces exploitations (présence ou non de successeurs, reprise, viabilité): les résultats économiques étaient apparemment meilleurs chez les intensifs, même si l'endettement y était généralement plus élevé. On trouvait sur le terrain plusieurs catégories de producteurs, ce qui a permis de dresser une typologie très intéressante: les grands producteurs spécialisés intensifs (comme en Pays-de-Loire); les grands intensifs non spécialisés qui dégageaient des produits bruts extraordinaires en combinant la production de lait et la production de porc, menées toutes les deux de façon intensive sur de petites surfaces, ou la production de lait et la production de volailles (en Bretagne). Les coopératives ont été très intéressées, car elles ont ainsi pu mieux connaître leurs bases; elles ont vu que ces bases n'étaient pas les mêmes d'une région à l'autre et d'une coopérative à l'autre. Les grands intensifs spécialisés ou non spécialisés étaient presque toujours

jeunes. Dans les systèmes plus traditionnels, mixtes lait/viande, notamment, les exploitations étaient vieillissantes, en perte de vitesse et souvent sans successeur. Ces résultats ont donc beaucoup intéressé la profession. Deux émissions de télévision ont porté sur le sujet et nos interlocuteurs ont apprécié de découvrir qui étaient leurs adhérents.

Cette enquête allait-elle au-delà de ce qu'aurait pu fournir le RGA ?

Sans nul doute. Nous avons ensuite fait beaucoup de choses avec le RICA - Réseau d'information comptable agricole -, que nous avons exploité également comme une base de données.

Cette enquête spéciale sur la production laitière dans l'Ouest a-t-elle servi de modèle pour d'autres projets ou applications au sein du département d'économie rurale ? A-t-on fait la même chose pour les viandes ?

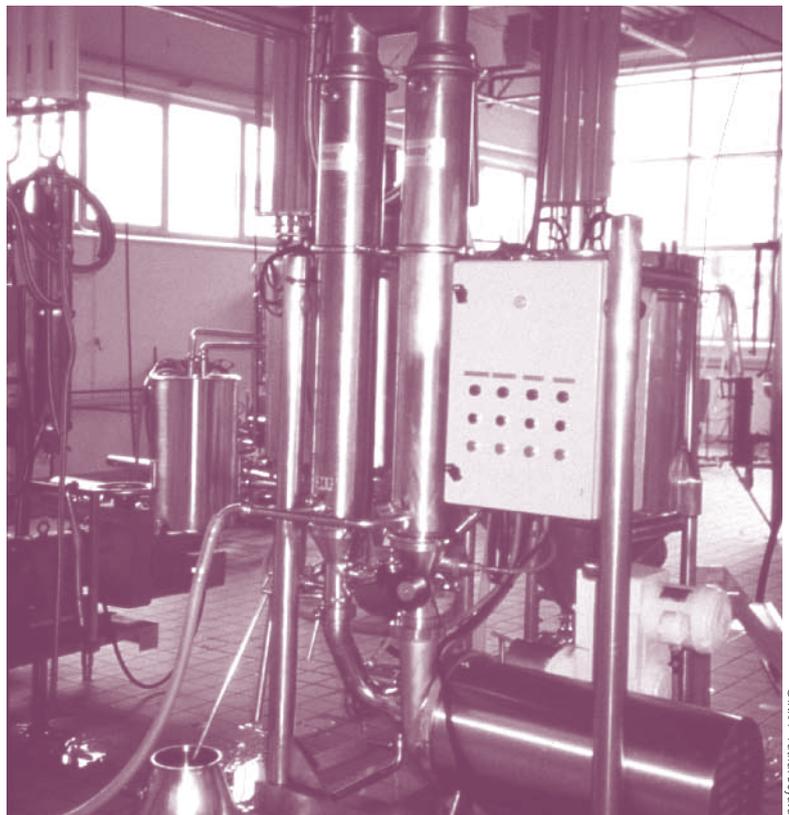
Non, il n'y a pas eu d'autre enquête de ce type ; mais le RICA - ou d'autres bases de données technico-économiques et comptables - ont servi à d'autres chercheurs pour analyser le secteur de la production de viande : je pense ici, notamment, à Gilbert Liénard et à ses collègues économistes rattachés au laboratoire de Theix. Pour nous, cette enquête a été l'amorce d'une série de travaux étalés sur une dizaine d'années. Le RICA est un échantillon dont la représentativité est établie et vérifiable. Avec cet outil, nous avons des données technico-économiques, et des données comptables qui permettaient de faire un bilan de la situation économique des exploitants agricoles et notamment des résultats de l'intensification. Avec Daniel Perraud et Jean-Pierre Butault, nous avons lancé cette analyse des systèmes de production du lait en France à la veille de l'instauration des quotas (1984-1985).

Vos travaux intéressaient les organisations professionnelles du secteur laitier.

Aviez-vous des accords de partenariat ?

La CCAOF avait participé au financement de l'étude initiale ; le travail de terrain était réalisé par le personnel des coopératives, sous notre direction. Nous avons rendu une dizaine de rapports et publié une synthèse. Nos partenaires étaient très satisfaits. Ces travaux d'analyse, fondés sur des enquêtes de terrain étaient appréciés et attendus par l'INRA ; ils se sont montrés payants dans notre déroulement de carrière.

Jacques Poly, qui s'intéressait à nos travaux, nous a convoqués à plusieurs reprises, pour lui rendre compte et lui expliquer ce que nous faisons. Soucieux des productions animales, il m'avait demandé de venir à la commission qui s'occupait du traitement du lait à la ferme et de prendre la responsabilité du groupe d'économistes (afin, notamment de bâtir le rapport). Il m'avait également demandé de faire partie de la commission des recherches bovines (j'y suis resté longtemps).



Unité de microfiltration, procédé MMV.

©INRA - Patrick Boyaval

Dans les années 1990, vous étiez donc chargé d'une étude des caractéristiques structurelles des exploitations laitières et bovines : surface, répartition des cultures, structure des cheptels, formes de travail... Cela faisait-il partie de l'enquête ?

Pas tout à fait. Le travail sur la CCAOF a été prolongé. Nous avons passé un accord avec Jean-Pierre Butault, un collègue économiste de Nancy qui avait accès au RICA. Avec Bertrand Schmitt, Inès Foulhouze et Daniel Perraud, nous avons mené une série d'études sur la dynamique des systèmes de production du lait avant et après la mise en place du système des quotas (de 1981 à 1984). Avec le RICA, nous avons pu accéder à des données comptables, affiner nos typologies et montrer que notre premier diagnostic se vérifiait : le revenu des producteurs intensifs était le meilleur.

Comment la politique des quotas a-t-elle été mise en place ?

À l'époque, les producteurs ne voulaient pas entendre parler de quotas. Le jour où l'accord sur la mise en place des quotas a été signé à Bruxelles, Michel Rocard - alors ministre de l'Agriculture - devait intervenir dans une grande réunion scientifique et politique. Jacques Poly avait été chargé de l'organisation, et nous en avait délégué l'animation. Alors que nous travaillions sur le sujet des quotas, il ne fallait pas en dire un mot tout en montrant que dans l'évolution des systèmes de production, la dynamique était telle qu'il faudrait en venir un jour à limiter la production. C'était la seule solution. Nous avons donc organisé cette réunion un peu étrange : des représentants de la FNPL étaient présents et

savaient bien que le but de la réunion ne portait pas sur la dynamique des systèmes de production. Le ministre est arrivé et a annoncé l'adoption des quotas. Avec Jean-Pierre Butault, nous avons tout d'abord défendu l'idée de quotas négociables : *les quotas sont une nécessité aujourd'hui, mais il faut les rendre négociables pour donner un peu de souplesse au dispositif*. Cela n'a pas été suivi, remplacé de fait par un dispositif public au coût faramineux. Au lieu d'avoir un marché pour assurer la croissance des entrepreneurs agricoles qui pouvaient se développer, on est passé par le rachat des quotas par l'État et leur rétrocession de façon gratuite aux producteurs qui se développaient. La France a donc payé les plans de cessation d'activité laitière. Nous avons fait un bilan de la première campagne d'application des quotas en 1985-1988, puis une analyse de la dynamique de la production laitière en France depuis la mise en place des quotas (en 1990-1991). Avec Jean-Pierre Butault et en utilisant la base de données du RICA, nous avons pu conduire une analyse micro-économique approfondie sur les réactions des producteurs. Avec l'instrument RICA, on pouvait constater les effets sur la compression des charges, la course à la reprise des quotas des voisins, les effets positifs de la mise en place des quotas sur les prix. Les prix sont restés très corrects jusqu'à la mise en place de la libéralisation du secteur par l'Union européenne.

Comment se fabrique un prix aujourd'hui ?

Aujourd'hui, on va vers une disparition des quotas ; on revient au libéralisme, à la loi de l'offre et de la demande : compte tenu de la concentration industrielle et de la concurrence entre pays de l'Union, cette loi joue en défaveur des producteurs.

Dans la mise en place de ce mécanisme de prix, un certain nombre de variables devaient entrer en jeu, comme la qualité ou les zones.

Il y avait des prix zonés de façon très importante. Les zones fromagères de l'Est étaient depuis longtemps mieux payées. Au-delà de ces zones très particulières, qui bénéficiaient aussi d'une organisation professionnelle ancienne et poussée, le CNIEL a tenté de faire passer l'idée d'un prix minimum interprofessionnel garanti et négocié, mais il a échoué ; il n'y a jamais eu de prix contractuel national. Aujourd'hui, la situation est libéralisée.

Est-ce à ce moment-là que l'on vous confie la direction du laboratoire de Paris ?

Comment cela s'est-il passé ?

En 1977, j'étais maître de recherches, reclassé comme directeur de recherches de 2^e classe, en 1984. En 1982, Bernard Vial était arrivé, nommé par Jacques Poly. Ayant une forte personnalité, il a voulu aussitôt changer le climat et "redynamiser" tout le département. Il a organisé de grandes journées du département, et m'a demandé d'animer une commission sur les relations internationales, alors que ce n'était pas du tout mon domaine. C'était un secteur où les

chercheurs avaient leurs zones et leurs sujets d'intervention, leurs relations personnelles avec les organisations internationales. J'étais troublé de devoir animer un groupe de travail sur un sujet dont je n'avais quasiment aucune expérience. Ceci dit, Bernard Vial avait dû être satisfait de mes efforts, puisqu'il m'avait demandé ensuite d'être chargé de mission auprès de lui sur tous les problèmes de coopération scientifique internationale. En même temps, j'avais été nommé à la commission scientifique provisoire, puis au conseil scientifique de département qu'il avait mis en place. Après deux ans, il a été appelé au cabinet de Michel Rocard et a dû être remplacé. J'ai été appelé par Jacques Poly pour succéder à Bernard Vial.

Le département était fortement divisé : les oppositions étaient vives entre ex-marxistes et économistes néo-classiques. Pour notre part, nous étions plutôt des économistes statisticiens et empiriques. J'ai essayé de constituer une équipe de direction, mais je me suis vite rendu compte que les chercheurs qui m'étaient proches n'étaient pas prêts à devenir les appuis réels d'un leader ; ils étaient trop individualistes. J'ai donc préféré renoncer, d'autant que mes activités de chercheur me convenaient alors tout à fait. C'est Jean Cranney qui est devenu chef de département ; avec lui, les relations n'ont pas toujours été faciles. Je suis devenu directeur de la station de Paris, en remplacement de Cranney (et à sa demande, suscitée par Mr Poly), de 1984 à 1990.

Comment s'est passé ce mandat de six ans ?

Dans l'ensemble, je crois avoir dirigé la station de façon assez personnelle, ouverte, en essayant d'éviter les oppositions majeures avec la politique scientifique du département, que pourtant je n'approuvais pas toujours. Cette période intéressante a été marquée en effet par un certain ostracisme vis-à-vis de certains types de recherches et de certains chercheurs, ce qui m'a paru assez pénible.

C'était le distinguo entre économistes et sociologues ?

Non, entre les écoles. Jean Cranney et Claude Viau (qui l'a remplacé comme chef de département quand Cranney est devenu directeur scientifique) ont certes veillé à améliorer les recrutements. De nouvelles règles s'imposaient dans la fonction publique avec les réformes du ministre de la Recherche. En 1982, les statuts de la recherche ont changé et un grand nombre de chercheurs ont été titularisés. L'obligation de la thèse pour pouvoir être titularisé arrivait à ce moment-là. Cranney et Viau ont joué habilement de ces nouveaux dispositifs. Le nouveau moule était l'économétrie, l'économie mathématique. Cela a certes permis de bons recrutements et une meilleure formation des jeunes. Les jeunes qui entraient dans cette période n'ont pas eu les problèmes d'errance intellectuelle que nous avons connus en 1965. Mais cette politique est passée aussi par une dévalorisation systématique de chercheurs plus anciens, dont certains ont pourtant prouvé qu'ils étaient capables de faire de très bons travaux d'économie non "mathématique". J'ai dû défendre un certain nombre de personnes dans mon



©INRA - Gérard Pallaud

Production laitière.

laboratoire, cela a tendu les relations avec le département. En 1990, la station de Paris a dû fermer, sur décision du département, qui souhaitait tout réorganiser. Nous avons déménagé à Ivry, ce qui a permis de créer un certain nombre d'unités, voire, dirais-je, de féodalités. À ce moment, je vais donc, de facto, quitter mes fonctions de directeur d'unité; je suis resté moins d'un an à Ivry.

Quelles sont les raisons qui ont motivé votre départ au ministère ?

Mon départ a été fortement lié à la crise interne de notre unité. À Ivry, on s'était constitué en unités, parfois organisées par la direction, parfois créées sur la base d'affinités personnelles et thématiques. Perraud était parti à Grenoble, où il était devenu directeur de la station. Je me retrouvais seul à Paris, mais on continuait de travailler ensemble. Nous avons

achevé les travaux sur les quotas et sur l'intensification avec Jean-Pierre Butault, alors que j'étais directeur de la station. À Ivry, nous avons commencé de travailler sur les politiques européennes vues sous l'angle budgétaire, avec Pierre Bartoli et Daniel Perraud. Dans l'unité que j'avais rejointe, il y avait d'autres personnes qui travaillaient dans d'autres domaines, comme Jean-Marc Boussard, qui était un excellent économètre néo-classique. Notre unité apparaissait un peu disparate. Nous souhaitions faire un programme de recherche commun sur les politiques agricoles et les transferts budgétaires à l'agriculture. Le problème du financement de la politique agricole commune devenait déterminant et il nous paraissait intéressant de travailler sur le sujet. Mais nous ne nous sentions pas très bien à Ivry. Deux personnes de cette unité avaient déjà un pied à l'ENGREF: Pierre Coulomb et Jean-Marc Boussard, qui y enseignaient tous les deux. Nous avons rencontré le directeur des études et le directeur géné-

ral de l'ENGREF dans le but de nous y installer. Puis Pierre Bartoli a pris en charge la négociation avec l'ENGREF et l'INRA, qui s'est avérée difficile, sans nul doute du fait de la direction du département. J'appris brutalement un matin que Pierre Bartoli s'était suicidé. Son épouse, que j'ai longuement rencontrée, a envisagé les raisons de cet acte en pointant le contexte socio-professionnel difficile à supporter à ce moment-là. Comme Bartoli avait beaucoup de relations, cela s'est su à l'extérieur. C'est dans ces conditions qu'un jour, Alain Blogowski, qui travaillait au ministère, et que je connaissais peu personnellement, mais pour lequel j'avais beaucoup d'estime professionnelle (nous nous rencontrions à la SFER), m'a proposé de venir travailler au ministère en devenant son chef de bureau. J'ai tout d'abord refusé.

Entretemps, la direction générale m'avait demandé de prendre la suite de Bartoli. J'ai rencontré Hervé Bichat, le directeur général, et posé mes conditions : connaître toute la correspondance échangée entre l'ENGREF et l'INRA à propos de cette affaire ; dépendre seulement du directeur général et du président dans le montage de ce nouveau laboratoire. Hervé Bichat a refusé. C'est à ce moment que j'ai pris la décision de quitter l'INRA et de répondre positivement aux offres du ministère, après en avoir longuement débattu avec le sous-directeur des études de l'époque, Jean-Pierre Roubaud.

Pouvez-vous nous parler de la charge représentée par la direction de l'unité entre les années 1984 et 1990 avec le nouveau statut des ITA devenus fonctionnaires ? Il fallait recruter sur concours, procéder à des évaluations avec un nouveau type de notation. Quels souvenirs en avez-vous ?

Cela ne m'a pas trop marqué. Les notations des ITA étaient du ressort du directeur. J'avais une excellente secrétaire de direction, Odile Jalabert, qui me préparait fort bien les dossiers. C'était aussi la période d'équipement de la station en informatique. Cranney nous avait imposé un système de traitement de texte multipostes difficile à mettre en œuvre, lourd, très coûteux, qui avait quasiment asséché notre budget d'équipement. Un an plus tard sortaient des micro-ordinateurs individuels parfaitement opérationnels (mes collègues compétents, tel Jean-Marc Boussard, m'avaient informé de cette perspective, et de l'erreur que constituait le système multipostes imposé par le département). Ceci dit, les problèmes d'affectation des premiers micro-ordinateurs qui sont arrivés par la suite ont été l'occasion d'accrochages assez sérieux. Dans cette période, j'ai aussi connu les reconstitutions de carrière de toutes les personnes qui ont été titularisées. Ce travail assez lourd s'est bien passé. Inès Foulhouze, informaticienne de la station, avait créé un logiciel pour aider les postulants à effectuer leur reconstitution de carrière et faire leur choix. Avec la secrétaire de station Odile Jalabert et Inès Foulhouze, j'avais des soutiens immédiats rapprochés bien utiles. Je crois que j'avais beaucoup d'amis dans la station. En cas de conflit, des collègues étaient toujours prêts à m'aider et me soutenir. Inès Foulhouze était aussi notre "intendante" pour organiser "l'arrosage" des événements heureux.

Pour votre première affectation, vous étiez rue de Lasteyrie. Ensuite, vous êtes passé passage Tenaille et vous avez fini à Ivry. Comment évoqueriez-vous ces trois lieux si vous deviez en faire une description ?

La rue de Lasteyrie était un bel hôtel particulier du 16^e arrondissement avec une entrée magnifique, un escalier monumental. Ce n'était pas très commode pour créer des bureaux. Nous étions à quatre dans le même bureau et c'est d'ailleurs ainsi que nous avons décidé de travailler ensemble. Sur le plan matériel, nous étions somme toute un peu à l'étroit dans ces pièces certes dotées de hauts plafonds, mais peu adaptées au travail de bureau. Ce qui explique que la Direction Générale ait souhaité nous installer ailleurs quelque temps après.

Passage Tenaille, c'est l'époque où la station centrale d'économie et sociologie rurales se constitue pleinement.

Elle était déjà largement constituée, mais il y a eu quelques recrutements. Passage Tenaille, je ne travaillais plus avec Pierre Saunier et Bernard Schaller, mais nous étions toujours dans le même bureau. Ensuite, je suis devenu directeur, en remplacement de Jean Cranney, et j'ai bien sûr été logé dans le bureau rendu vacant par son départ.

Avez-vous travaillé au site d'Ivry, aménagé pour l'ensemble des équipes parisiennes d'économie rurale ?

À Ivry le personnel s'est évidemment renouvelé, avec notamment l'arrivée des agents du laboratoire de Rungis. François Nicolas venait de Rungis et a pris la tête d'un des labos. J'habitais Colombes, et cette nouvelle implantation m'a posé des problèmes de transport. Je suis resté moins d'un an, aussi j'ai peu de souvenirs d'Ivry ; j'en ai conservé le sentiment d'un extrême cloisonnement. Les unités étaient regroupées par étage et ne se parlaient pas.

Pour traiter des questions administratives, Michel Hy, un ancien de Rungis, faisait heureusement preuve de doigté et de savoir-faire. Petit à petit, des contacts entre unités ont ainsi pu se renouer. Mon ami Schaller, avec qui j'avais travaillé pendant plusieurs années, s'est retrouvé dans une autre unité avec François Nicolas. Malgré tout, on se revoyait de temps en temps. Mais la tendance à Ivry était au cloisonnement, avec un sentiment d'isolement assez angoissant.

Quelles autres fonctions avez-vous exercées ? Vous étiez membre de l'Office du lait ?

Oui, du conseil de direction, de 1984 à 1991, pendant mon mandat de directeur. C'était une représentation ponctuelle, avec des réunions régulières. Pour moi, c'était un observatoire intéressant qui m'a permis de défendre et de vendre certains de nos projets. Je connaissais bien le directeur des études de l'ONILAIT, Michel Prost, qui avait une sensibilité de chercheur. C'est grâce à Michel Prost que plusieurs de nos contrats sur les systèmes de production et sur les quotas



©NRA - Alain Favat

ont pu être financés par l'Office du lait. Nous devons faire des comptes-rendus ou des exposés devant le conseil de direction. Le conseil de direction me permettait d'être informé de l'actualité politique et professionnelle de la filière. J'ai travaillé sur les problèmes laitiers jusqu'en 1991.

Suiviez-vous toujours l'actualité de la production laitière ?

Oui, bien sûr. Suite aux travaux sur les quotas et sur la situation économique des producteurs de lait sous quotas, nous avons procédé aussi à une série d'analyses comparatives.

Pourquoi avoir fait cette démarche d'analyses comparatives ?

C'était au moment où les quotas étaient mis en place en France et en Europe; il y en avait depuis longtemps au Québec. En France, ayant trouvé leur compte dans une très nette stabilisation du prix, les producteurs de lait ne protestaient plus. Mais en Europe, on se posait des questions sur l'avenir de la PAC et sur les formes d'intervention qui allaient subsister ou disparaître. D'autre part, il y avait des problèmes de compétitivités comparées: pourquoi l'Europe exporte-t-elle avec subventions? Pourquoi les produits néo-zélandais arrivent-ils en Europe? Qu'en est-il réellement des coûts comparés et des conditions de compétitivité? Ces questions intéressaient nos collègues québécois, où le système de régulation risquait également d'être remis en cause et où les accords de l'Alena - accords internationaux de libre circulation des marchandises entre les États-Unis, le Canada et le

Mexique - étaient en cours de négociation. Avec une équipe composée de collègues québécois (Daniel Mercier-Gouin, de l'université Laval, notamment), Daniel Perraud et moi avons procédé tout d'abord à une analyse comparée des crises laitières et des systèmes de régulation au Québec, en France et aux États-Unis: notre souci était notamment de comparer l'efficacité des différents systèmes de régulation (par les prix, ou avec des quotas, comme au Québec et en Europe).

Ensuite, nous avons développé cette analyse avec Jean-Pierre Butault par l'intermédiaire de qui nous avons eu accès au RICA européen. Nous avons pu développer des travaux d'analyses comparées des coûts de production et des revenus dans toute l'Europe. C'était en 1990. L'étude "Différenciation interrégionale des systèmes et des coûts de production du lait en Europe" a été réalisée avec Jean-Pierre Butault et Bertrand Schmitt pour le compte de la Communauté européenne (commande des services d'études). "L'adaptation et les résultats économiques des exploitations laitières depuis la mise en place des quotas" est un rapport d'étude de 1991 financé par l'ONILAIT, avec également Jean-Pierre Butault et Bertrand Schmitt. Avec les études internationales, nous élargissons notre champ de recherches: problèmes de gestion, et surtout comparaison des conditions objectives de la production, des structures, des coûts de production et des résultats économiques; comparaison entre les producteurs de lait du Middle West américain, les très grandes étables de Californie et les élevages européens. Cela nous avait permis de montrer que l'avantage comparatif du Middle West était loin d'être établi, de même pour les grands élevages de Californie. Pour conduire ces travaux, nous avons utilisé les outils classiques de l'analyse statistique et de l'analyse

de coûts comparés. La grande difficulté était de rendre les données comparables. La suite a porté sur les transferts budgétaires. Le programme que nous avons mis au point avec Pierre Bartoli a été repris par Daniel Perraud, accompagné d'Hélène Delorme de Sciences Po, dans le cadre de contrats passés avec le ministère. J'ai réussi à convaincre les directions concernées et nous avons pu financer ces travaux.

Comment perceviez-vous l'évaluation des chercheurs et comment la percevez-vous aujourd'hui ?

Lors de la mise en place des évaluations individuelles, j'étais détaché au ministère, après avoir été mis à disposition la première année. Jusqu'en 1993, j'ai été soumis au nouveau mode d'évaluation avec rapport annuel. Le rapport a servi à ma promotion ; l'INRA a dû reconnaître que j'avais su maintenir les liens et même valorisé l'INRA dans mes fonctions. Il y a le problème de l'évaluation individuelle et celui de l'évaluation collective. Je n'ai connu que les évaluations individuelles. Aujourd'hui, tout est évalué : le département, l'unité et les chercheurs, le plus souvent sur la base de publications dans des revues internationales. J'ai été membre du bureau de la SFER pendant quelques années. Nous souhaitons que la revue *Économie rurale* soit reconnue comme une revue scientifique par l'INRA. Je peux témoigner du sérieux avec lequel les articles sont sélectionnés et relus pour cette revue. Or, à ma connaissance elle n'est pas retenue comme revue scientifique dans l'évaluation du travail des chercheurs de l'INRA.

Est-ce à cause du critère de la langue ?

Peut-être. L'obligation d'avoir des publications en langue anglaise me paraît être une totale absurdité, en contradiction avec la politique culturelle française. L'INRA devrait revoir sa liste de revues agréées et reconnues. Cette quasi-obligation pour les jeunes chercheurs d'avoir des publications dans des revues étrangères agréées, anglo-saxonnes si possible, me paraît excessive. Cette politique met en outre en péril les revues spécialisées françaises.

Revenons sur certains de vos travaux.

En définitive, qu'avez-vous pu traiter, en termes de retombées, à l'issue des enquêtes et des études sur la production laitière et sur les quotas ?

Nous avons perfectionné aussi les instruments de simulation. Avec les données de l'étude "INRA-CCAO", nous avons mis au point quelques outils d'évaluation des changements de politique agricole. Dans les années 1982-1983, le débat sur les quotas était en cours. La situation économique du secteur laitier était difficile, et il était considéré comme très coûteux sur le plan budgétaire. On ne voyait pas comment contrôler la production sans baisser les prix de façon excessive et on sentait venir des changements politiques. Il y avait diverses hypothèses, et notamment l'idée d'une taxe progressive, ou d'un quantum semblable

à celui de l'ONIC pour les céréales en 1936 : nous avons pu tester toutes ces hypothèses. Le RICA a fourni des publications plus approfondies avec une analyse des effets de ces politiques sur les revenus. Avec Jean-Pierre Butault, Daniel Perraud et Bernard Desbrosses, nous avons fait un bilan de la première campagne d'application, de 1985 à 1988, à partir des données du RICA.

Ce type d'études a-t-il été reconduit ?

Oui. Avec Bertrand Schmitt, l'actuel chef de département, et Jean-Pierre Butault nous avons repris le travail à la demande de l'ONILAIT, où j'étais membre du conseil de direction. En 1990, avec Philippe Perrier-Cornet, de Dijon, Bertrand Schmitt, Jean-Pierre Butault, nous avons également passé une convention avec l'ONILAIT, sur la base d'une exploitation des données du RICA, pour porter un nouveau regard sur la dynamique de la production laitière (les quotas étaient en place depuis six ans). Le paysage avait changé. Compte tenu de la dynamique des différents groupes de producteurs, des différents systèmes de production, il s'agissait de faire le point sur ce qui avait vraiment changé et ce vers quoi on allait.

Les années 1990 vous offrent une nouvelle perspective de mobilité !

J'ai eu une opportunité. Nous devions quitter Ivry pour fonder un laboratoire avec Bartoli, Boussard et quelques autres collègues à l'ENGREF et lancer un nouveau programme sur les transferts budgétaires à l'agriculture. Nous faisons des interventions sur ces travaux à la Société française d'économie rurale (SFER) et au ministère. Alain Blogowski m'a approché, et son sous-directeur m'a proposé un poste à la sous-direction des études, que j'ai accepté.

En avril, vous arrivez au bureau de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Agriculture. En quoi consistait votre travail ?

Le bureau de l'évaluation était chargé de conduire les évaluations ministérielles des politiques publiques, de mettre au point les méthodes d'évaluation, de passer des contrats avec les sociétés d'études privées. Ce type de bureau compte cinq ou six personnes bien formées, et susceptibles de développer des outils d'analyse originaux. Nous travaillions aussi sur la base de contrats d'études avec des sociétés privées, avec l'INRA ou avec d'autres instituts de recherche. Nous étions chargés également de faire de la prospective, d'essayer de voir plus loin. Le bureau de l'évaluation et de la prospective dépendait de la sous-direction des études, des programmes et de l'évaluation, elle-même rattachée à la direction des affaires financières et économiques (DAFE). Cette direction regroupait d'un côté le service des affaires financières où il y avait le budget, la tutelle des Chambres d'agriculture, la tutelle des offices, la préparation du budget et la sous-direction des études. D'un autre côté, il y avait le SCEES, qui faisait alors partie de la DAFE. À l'époque, c'était une direction très importante. Tout ce qui était éco-

nomique devait cependant être partagé ou concerté avec la DPE (Direction de la production et des échanges) dont les préoccupations étaient aussi économiques. J'ai été chef du bureau de l'évaluation pendant trois mois, puis je suis devenu sous-directeur des études, des programmes et de l'évaluation au départ de Jean-Pierre Roubaud.

Dirigiez-vous de nombreuses équipes ?

Il y avait quatre bureaux dans ma sous-direction : le bureau de l'évaluation et de la prospective ; le bureau des concours publics à l'agriculture qui s'occupait de l'analyse des dépenses publiques françaises et européennes en faveur de l'agriculture ; le bureau des études et synthèses chargé de préparer avec le sous-directeur la programmation des études du ministère, de mettre en place le programme et d'en suivre l'exécution financière et intellectuelle ; le bureau des systèmes d'informations en agriculture, chargé du soutien à la profession pour l'aider à s'approprier les technologies modernes de l'information (ce bureau a été supprimé lors d'un remaniement du ministère).

En tant qu'économiste de l'INRA, disposiez-vous de toutes les clés pour pouvoir gérer, affecter les moyens et les crédits à toutes les demandes ?

Ce n'était pas évident. Je n'avais jamais fait d'évaluation au sens académique du terme. La prospective, c'est un art qui commençait tout juste à être codifié. Pour la gestion des études, il fallait comprendre ce qu'était un budget public. J'avais fait beaucoup de comptabilité privée dans le cadre de mes activités à l'INRA, mais pas de comptabilité publique. J'ai dû acquérir en deux mois toutes les bases de la comptabilité publique. Dans un ministère, on ne vous donne pas le choix. Il a fallu que j'assimile la comptabilité publique, et notamment la gestion des lignes budgétaires qui relevaient de ma sous-direction : il est vrai que mon prédécesseur à la tête de la sous-direction m'a aidé de son mieux. Les premiers mois ont été très denses. Mais j'ai redécouvert au ministère l'idée du travail d'équipe. On est respectueux des uns et des autres mais on est avant tout au service d'une entité (et non seulement de sa carrière, comme l'appropriation obligée de ses travaux y conduit dans la recherche). Une certaine discipline est à appliquer à ses propres administrés et à respecter dans les rapports avec le directeur. Au fond, cette pratique assez différente de ce que j'avais connu à l'INRA, ne m'a personnellement pas déplu. C'est une organisation assez hiérarchique, avec un cadre précis à respecter. Malgré tout, des changements étaient possibles. Ainsi, on nous a demandé de remettre à plat la façon de présenter les dépenses publiques en matière d'agriculture. Comme 90 % des sommes consacrées à l'agriculture en France étaient d'origine européenne, il fallait très bien comprendre la structure du budget de l'Europe, sortir d'une vision purement budgétaire et nationale, pour arriver à une lecture économique du budget et qualifier les dépenses à travers des intitulés intelligibles : dépenses en faveur du contrôle

de l'offre, dépenses en faveur du soutien des marchés, dépenses en faveur de l'amélioration génétique... Après avoir fixé, avec le chef de bureau et en m'appuyant sur les travaux de mes collègues de l'INRA et de la FNSP, les grandes lignes de l'organisation du cadre de présentation de la dépense, le bureau concerné a reclassé toutes les lignes budgétaires et commenté leur évolution. Ces travaux ont par la suite été l'objet d'une publication régulière, ce qui était tout à fait nouveau au ministère.

En parallèle, nous avons réalisé qu'il devenait important d'appréhender également les transferts publics à l'agriculture en provenance des collectivités territoriales : il s'agissait en fait de répondre à des interrogations de la Cour des comptes, et de la Commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Pour mener à bien ce travail, nous avons pu faire programmer une étude qui a été confiée à une équipe ENSAM/INRA, animée par Philippe Lacombe et Bernard Delord. Une thèse, soutenue par Marielle Berriet-Sollic, a été réalisée sur la base des données recueillies.

Le poste que vous occupiez au ministère vous a-t-il conduit à proposer certaines réformes ?

Les grands choix du ministère sont souvent dictés, en fait, par l'Union européenne. À travers l'analyse des concours publics, on comprend à quel point les politiques sont collectivement déterminées au niveau européen et la faiblesse de la marge de manœuvre nationale. Nous sommes arrivés ainsi à une première présentation, que j'ai exposée devant la Commission des comptes de l'Agriculture. J'ai présenté l'ensemble des dépenses publiques, et attiré l'attention sur l'importance des nouvelles dépenses en distinguant les produits (céréales, lait, viande bovine), les différents types de soutien (contrôle de l'offre, soutiens de marché, aides à l'exportation, achats et interventions sur le marché), et le paiement des aides directes couplées. J'ai montré qu'avec la réforme de la PAC, les dépenses d'aides directes allaient augmenter très rapidement, notamment pour la céréaliculture, mais qu'à terme, il fallait attendre un effet de compensation lié à la baisse prévisible des soutiens de marché (et des soutiens indirects payés par les consommateurs). Malgré cela, le président de l'AGPB, M. Henri de Benoist, n'a pas apprécié cette présentation qui mettait trop en lumière les effets budgétaires de la réforme. Il a même demandé le retrait de mon rapport au président de la Commission, M. Groussard, et à mon directeur, M. Fernet. Le rapport fut maintenu, publié et régulièrement présenté au cours des années suivantes.

Avez-vous d'autres exemples de vos activités au cours de cette période qui a duré dix ans ?

Une publication annuelle a été mise au point sur les concours publics. Sur la base de contrats d'études et en collaboration avec nos collègues de l'INRA-FNSP, nous avons approfondi également l'étude des politiques des autres pays, analysé comment les Allemands et les Anglais utilisaient les instruments budgétaires européens. Cette étude a été tout d'abord sous-traitée à la DEPSE (Direction des exploitations,

de la protection sociale et de l'emploi), puis reprise par la DAFE. Ma position m'a conduit bien sûr à assumer d'autres responsabilités : ainsi, j'ai été chargé de suivre, en liaison avec le cabinet du ministre, les travaux de la commission "agriculture" du XI^e plan. J'ai également été chargé, pour un temps, d'assumer le secrétariat de la Commission "télé-détection" du ministère : cette activité, très "technique" ne me convenait guère, et j'en ai confié la responsabilité à l'un de nos chefs de bureau au bout de quelques années.

Votre expérience de chercheur INRA vous a-t-elle servi pour maintenir des liens avec les scientifiques de l'INRA ?

Oui : elle m'a permis de développer des collaborations suivies. En arrivant au bureau de l'évaluation et de la prospective, j'ai réorienté son activité. Ce bureau avait fait pendant longtemps un excellent travail en liaison avec une équipe de l'INRA. Alain Blogowski et certains de ses collègues avaient travaillé ainsi avec Gilles Postel-Vinay et Bernard Desbrosses sur les problèmes des agriculteurs en difficulté. Ce dossier m'a paru suffisamment exploité : j'ai demandé à mes collègues de le clore.

En tant qu'ancien du SCEES, Blogowski connaissait parfaitement la structure du fichier du RICA. Je lui ai demandé de créer un fichier de données à partir du RICA pour analyser la situation économique des agriculteurs français et faire des simulations de politique agricole, avec nos propres outils. Six mois plus tard, l'outil était opérationnel et nous pouvions faire des simulations très utiles qui nous ont conduits à intervenir dans le débat politique. Devenu opérationnel à partir de 1994, l'outil a fonctionné pleinement en 1998 pour l'évaluation des différents scénarios d'adaptation de la politique agricole commune. Nous avons évalué les propositions de Jacques Santer - commissaire européen - pour le compte du cabinet. À l'arrivée du ministre Louis Le Pensec et de son directeur de cabinet, j'avais fait part à certains collègues socialistes de ma perplexité devant des propositions à base de réorientations écologiques qui ne tenaient pas compte du fait que dorénavant, une large partie des soutiens passaient par les aides directes, qui elles-mêmes allaient essentiellement aux grandes cultures, une faible part revenant à l'élevage bovin ou ovin ; cette répartition était à la fois économiquement et socialement critiquable. Compte tenu de la lourdeur prévisible de la mise en place des aides agri-environnementales, il me paraissait illusoire de croire que celles-ci permettraient de changer la donne.

Louis Le Pensec et son directeur de cabinet nous ont beaucoup sollicités, notamment dans la négociation de Berlin. Nous avons donné un avis sur toutes les propositions de Bruxelles, sur les propositions de certains membres du cabinet qui essayaient de trouver d'autres systèmes de modulation des aides. À la demande du directeur de cabinet, Jean-François Colin, nous avons réfléchi et proposé une invention de Blogowski, le système de modulation des aides par la marge brute standard. Le cabinet du ministre, puis la commission européenne l'ont accepté. Quand les socialistes ont quitté le pouvoir, le système de modulation des aides a été supprimé. Alain Blogowski et Philippe Boyer étaient les

responsables de cette opération. Ils appartenaient au bureau de l'évaluation et de la prospective, dirigé par Bernard Dechambre. Ensuite, Dechambre a pris la responsabilité de l'évaluation et Blogowski est devenu chef du bureau de l'analyse économique et de la prospective.

Nous avons baptisé notre outil de simulation "Pecari". À la SDEPE, nous utilisons aussi d'autres modèles. Le modèle MAGALI, notamment, qui est un modèle macro-économique avec lequel on reconstitue le passé avant d'anticiper l'avenir ; on peut voir ainsi les effets potentiels du changement de paramètres (les rapports de prix, notamment), le modèle réagissant en fonction d'élasticités fondées sur le passé, en assurant la cohérence entre les différentes activités (si on fait plus de céréales, il y aura moins de surface pour faire de l'herbe). Le modèle tient compte de tous ces paramètres et ajuste. Le modèle MAGALI est toujours géré par cette équipe du ministère, en liaison avec une équipe de la direction de la prévision du ministère des Finances. C'était un modèle cogéré, mis au point à l'origine avec une équipe de l'INRA.

En parallèle, nous avons passé un contrat d'études avec une autre équipe de l'INRA, animée par François Colson, pour produire, toujours sur la base des données du RICA, une évaluation ex-post de l'efficacité du dispositif d'aides à l'agriculture, puis pour approfondir l'analyse des capacités d'adaptation des agriculteurs.

En définitive, nous nous étions dotés de toute une série d'instruments qui permettaient de comprendre et de prévoir les effets de la recomposition en cours des politiques agricoles.

Les modèles que vous venez d'évoquer ont-ils eu des impacts dans la prise de décision politique ?

Tout à fait. Ils ont été intéressants. En les considérant avec la prudence nécessaire, les modèles fournissent des indications pour le raisonnement. Comme nous ne pouvions pas tout faire nous-mêmes, que MAGALI ne pouvait pas éclairer tous les types de problèmes, que le cabinet de Louis Le Pensec nous sollicitait pour approfondir nos raisonnements sur les évolutions possibles de la PAC, j'avais fait appel à d'autres collègues de l'INRA, notamment aux économètres de l'équipe d'Hervé Guyomard. Nous avons passé un contrat avec eux pour utiliser le modèle MEGAAF sur la base des questions que nous leur poserions. Nous avons présenté les résultats au cabinet du ministre.

Ce modèle général de l'agriculture française permet-il de raisonner sur la PAC ?

MEGAAF est un modèle macro-économique ; les agents économiques réagissent en fonction des variables que vous mettez dans les équations de comportement et des contraintes que vous mettez au jeu de ces variables. Hervé Guyomard a présenté les résultats devant le cabinet, analysant les suites des négociations de Berlin et les projets de réforme de la PAC, puisque le ministre voulait savoir ce que la France devait défendre. Mais le directeur de cabinet a

trouvé que ce modèle n'apportait rien de plus que ce que proposaient régulièrement les Allemands ou les Anglais, sur la base de leurs propres modèles. Il fallait trouver d'autres solutions. La solution initiale du modèle MEGGAF était : plus on libéralise, plus on ouvre les frontières, plus le bien-être est élevé. Guyomard a cependant observé : "Si l'on fait jouer les contraintes un peu différemment, on peut obtenir d'autres résultats". On obtient des optimums de second rang, qui peuvent être aussi intéressants que l'optimum de premier rang. À notre demande, Guyomard a donc proposé un optimum de second rang parfaitement défendable dans lequel l'Europe se protégeait et n'abandonnait pas tous les soutiens de marché, toutes les organisations de marché. Conclusion : il ne faut pas chercher à faire dire aux modèles ce qu'ils ne peuvent pas dire et surtout ne pas les prendre pour argent comptant.

Cela signifie aussi que lorsque l'on propose un modèle, il faut avoir une certaine distance avec ce modèle.

Oui, il faut garder une certaine distance. Personnellement, n'étant ni économètre ni modélisateur, je n'avais jamais fait de modèle à l'INRA mais beaucoup d'analyses statistiques ou politiques. C'est au ministère que je me suis intéressé à la structure des modèles MAGALI ou MEGAAF, pour comprendre leur fonctionnement et faire leur critique pour les décideurs politiques. Jean-François Colin suivait cela de très près ; il voulait savoir ce qui n'allait pas dans le modèle, ce qui était intéressant et ce qu'il fallait retenir. J'ai donc dû m'investir pour comprendre le fonctionnement des modèles. Jean-Marc Boussard, académicien comme moi, a sans doute été l'un des meilleurs concepteurs de modèles du département. Je l'ai appelé plusieurs fois pour des séances au ministère, notamment pour cette affaire de négociation de Berlin, afin d'apporter un autre point de vue de "modélisateur". Ensuite, le ministre, Philippe Vasseur nous avait demandé de mener une opération de prospective et j'avais fait intervenir l'équipe de MEGAAF. Boussard m'est venu en aide et a présenté un modèle complètement différent, intégrant d'autres dimensions, comme le risque et l'incertitude, le caractère aléatoire de l'activité agricole. Les prix varient de façon erratique et les marchés agricoles, avec une offre élastique et une demande rigide, amplifient les mouvements de prix. Sans système de stabilisation, une petite variation de quantité peut provoquer des variations de prix considérables. Boussard tenait compte de ces éléments dans ses modèles. Et cela changeait tout. J'ai été très impliqué dans cette opération de prospective, menée en parallèle avec la préparation de la loi d'orientation voulue par le ministre (M. Vasseur). Pour l'essentiel, nous avons dû utiliser une méthode "rapide", faisant appel à de nombreuses interventions d'experts dont nous avons fait la synthèse.

Intervenez-vous dans l'instruction des demandes de financement émanant de l'INRA ?

Il n'y avait pas de demandes de financement INRA au sens propre. Il y avait au ministère une procédure de sélection



Pot amical au ministère de l'Agriculture, avec monsieur Fernet, directeur de la DAFE où je suis sous-directeur, 2000-2001.

des programmes d'études, financées sur un chapitre budgétaire spécifique. J'étais responsable de la préparation du programme, et travaillais en liaison étroite avec le COPERCI (Comité permanent des corps d'inspection) et ses quatre corps d'inspection (Conseil général du Gref, Conseil général d'agronomie, Inspection générale de l'agriculture et Conseil général vétérinaire), pour organiser les rencontres avec les directions, les auditions de leurs projets d'études, et la sélection finale du programme, dont une partie pouvait ensuite être sous-traitée à l'INRA. Pendant mes dix ans d'activité de sous-directeur, le ministère a passé une cinquantaine de contrats avec l'INRA.

Faisiez-vous appel à des économistes issus des universités, des grandes écoles ?

Oui, et de bureaux d'études privés. Pour l'évaluation, c'était souvent des entreprises privées. On travaillait aussi avec des équipes d'économistes de l'INRA, de l'université, du Cemagref... Je m'astreignais à lire tous les rapports, pour essayer d'améliorer la qualité des travaux d'études commandés et financés par le ministère, et pour valoriser les meilleurs, notamment ceux programmés par notre direction.

J'ai donc fondé une revue : *Notes et études économiques*, en 1992, où nous avons publié les meilleurs résultats des travaux d'études. Le lancement de cette revue nécessita une longue et dure négociation avec mon directeur : ce projet sortait du cadre habituel des activités du ministère. J'y suis parvenu. Et j'ai pu constater récemment que cette revue paraît toujours (essentiellement sous forme électronique, me semble-t-il).

Au ministère, les revues papier ont-elles laissé place aux supports électroniques ?

Oui, le mouvement avait commencé peu avant mon départ. Mais je suis personnellement resté attaché au support papier. Il y a de moins en moins de diffusion papier et de plus en plus de diffusion par le site internet du ministère.



Quatre types de laits commercialisés : cru, pasteurisé, UHT (Ultra Haute Température) et microfiltré.

Parlez-nous du PDRN

(Plan de développement rural national).

On en est, je crois, à la deuxième évaluation et au deuxième PDRN. J'ai participé à la préparation et à l'évaluation du premier, en 1998-1999.

La politique du ministère s'exerce dans un contexte d'évolution et de prise en compte environnementale de plus en plus forte.

Notamment du fait de la politique européenne. Le bureau d'étude de nos services a beaucoup assisté les directions dans la mise en place du premier PDRN. Il a pris en charge le lancement du programme d'évaluation ministériel du PDRN et du dispositif CTE. Bernard Dechambre, chef du bureau de l'évaluation, a réalisé le plus important travail. Sur ma suggestion, retenue par ma directrice, Philippe Lacombe est devenu président du comité d'évaluation du PDRN, dans lequel étaient impliqués des laboratoires de l'INRA (Dijon, notamment, avec Philippe Perrier-Cornet) et des entreprises privées. C'est l'un des derniers programmes que j'ai suivis, avec le dispositif CTE.

Comment étaient perçus les CTE par l'exploitant au début ? Cela représentait-il un travail supplémentaire, un complément pour son revenu ? Il y avait une cohérence derrière les CTE, une façon de mettre fin à la distribution aveugle des aides. On a voulu imposer des conditions et des négociations aux agriculteurs pour le droit aux aides.

Les agriculteurs craignaient-ils de devenir des employés de l'entretien du paysage agricole ?

Oui, un peu. Mais les CTE contenaient également des dimensions économiques (encourager la vente de produits à la ferme, par exemple), pas seulement environnementales.

Avez-vous parfois travaillé directement avec le ministre Glavany ?

Moins régulièrement qu'avec M. Le Pensec. Je connaissais pourtant très bien Alain Berger, son directeur de cabinet, qui avait travaillé à l'INRA, dans la station que je dirigeais (passage Tenaille). J'avais eu de très bonnes relations avec Jean-François Colin, directeur de cabinet de M. Le Pensec, que je rencontrais une fois par semaine pour lui rendre compte de nos travaux et prendre d'autres commandes. Avec Alain Berger, j'avais moins de relations : je voyais plus souvent la directrice adjointe du cabinet. Nous n'avons donc pas eu de relations privilégiées, comme du temps de Louis Le Pensec et de Jean-François Colin : nous avions alors le sentiment d'être vraiment indispensables, ce qui était très gratifiant. Les services d'études ont rarement le sentiment que l'on a besoin d'eux dans un ministère.

Quelle est la place aujourd'hui accordée à l'INRA au ministère de l'Agriculture ?

Un ministère est composé de directions, avec des directeurs et des sous-directeurs. Ces personnes bougent beaucoup mais ont souvent fait une longue carrière au ministère.

Lorsque j'étais en poste, nombre de responsables connaissaient très bien l'INRA et ce que l'on pouvait en attendre.

Les cadres du ministère sont-ils pour la plupart issus de l'Agro ?

Ce n'est pas systématique. Il y a un certain nombre d'IGREF. Mon prédécesseur à la sous-direction était un IGREF, mais dans l'appareil de direction il y a de nombreux administrateurs civils, qui sont souvent issus de l'ENA.

Peut-on dire que les frontières soient étanches entre les missions des différents ministères ?

Peut-être; mais je n'ai qu'une vue partielle du problème. Par exemple, j'avais peu de contacts avec le ministère des Finances. J'allais y défendre mes propres crédits et assister à certaines discussions sur d'autres lignes budgétaires. Mais mon directeur et la sous-direction des affaires budgétaires du ministère de l'agriculture avaient bien évidemment des relations beaucoup plus étroites avec les Finances. Les négociations qui se tenaient aux Finances étaient rudes. Entre chefs de service et directeurs du ministère de l'Agriculture, on prépare le projet de budget. Ensuite, les Finances auditionnent les ministères "dépendants" et tentent toujours d'accorder le moins possible de crédits.

Aviez-vous des liens avec la Datar pour l'aménagement du territoire ?

Très peu. À partir du moment où la DEPSE ou la DERF (elles ont fusionné) avaient la tutelle sur tous les problèmes d'installation et d'aménagement du territoire, elles étaient régulièrement en contact avec toute cette organisation régionale; pas nous.

Cela se joue aussi au niveau des SGAR, des préfetures.

Tout à fait. Je ne me suis pas vraiment occupé de l'organisation des PDRN. À la demande de Bruxelles, nous étions chargés de faire une pré-évaluation, c'est-à-dire un examen des actions inscrites dans le PDRN et de leur cohérence. Il n'y avait aucune stratégie dans le premier PDRN. Au moment de l'évaluation ex-post, les cabinets d'études ne se sont pas privés de le dire.

Il est dommage d'attendre l'évaluation pour dire qu'il manquait des éléments au départ.

Bernard Dechambre et un des cabinets d'études qui avaient conduit le travail ont fait récemment un exposé devant la SFER sur l'évaluation du premier PDRN et les conclusions que l'on pouvait en tirer. Leur jugement était assez sévère: "incohérence des mesures ou du moins absence de coordination. Pas de vision d'ensemble de la politique. Résultats très difficiles à évaluer sur le terrain ou tellement ténus qu'on ne les voit pas, ou difficilement évaluables parce qu'on n'a pas mis en place à temps les indicateurs néces-

saire pour les suivre". Je voyais alors cela "de l'extérieur" (j'étais à la retraite): j'ai ressenti l'impression d'un certain gâchis.

Vous avez quand même eu ce bonheur, étant économiste, de pouvoir participer au pilotage de la politique agricole de la France.

Cela a été l'un des grands bonheurs de ma vie professionnelle. Il serait très prétentieux de dire que j'ai piloté la politique économique, mais j'ai participé à la réflexion préalable à la prise de décision à certaines périodes. J'ai eu le sentiment d'être utile, de travailler avec des équipes qui cherchaient de véritables solutions aux problèmes, notamment celle de M. Le Penec. Grâce à l'expérience acquise à l'INRA et à l'excellente équipe réunie autour de moi, les outils de raisonnement conçus fonctionnaient en temps réel. Cette période de ma vie a été tout à fait passionnante. De 1984 à 1992, j'avais déjà eu le sentiment de m'épanouir, d'être heureux dans mon travail de chercheur INRA. Nous étions une bonne équipe et travaillions bien avec des objectifs et des outils solides. Ce travail statistique et comptable était intéressant et utile. Toute cette expérience que je dois à mon activité à l'INRA m'a beaucoup servi au ministère, où j'ai exercé la fonction de sous-directeur pendant dix ans.

Aujourd'hui, il semble qu'à l'INRA tout soit devenu très méthodologique. J'ai l'impression que les sujets sont choisis de plus en plus comme vecteurs d'utilisation d'une méthode que l'on veut tester et perfectionner. De "mon temps", il en était autrement: avec Perraud, nous étions les spécialistes du lait; Pascal Mainsant était spécialiste de la viande à Rungis, expert notamment du problème du partage des marges dans le circuit de la viande bovine; Pierre Saunier et Bernard Schaller l'étaient devenus pour la filière avicole, après avoir travaillé longtemps sur les problèmes laitiers; Frédéric Lauret l'a été longtemps pour le vin, Montigaud pour les fruits et légumes... Ces experts de "filiales" - lait, viande bovine, vin, aviculture, fruits et légumes - avaient ainsi un regard synthétique et pouvaient apporter une expertise. Cela me semble faire défaut aujourd'hui.

On s'accroche à des méthodes mais on zappe sans arrêt sur le sujet. Mais il ne faut pas oublier que depuis quinze ans je vois tout cela de l'extérieur: mon jugement est peut-être excessif.

Sur un plan personnel, avez-vous eu à faire des choix déontologiques ?

En tant que directeur de station pendant dix ans, j'ai eu quelquefois des choix douloureux à faire, comme faire passer quelqu'un en conseil de discipline et l'exclure; j'ai d'ailleurs rencontré un problème similaire au ministère. Mais je n'ai pas eu de problèmes de déontologie dans le choix de mes sujets de recherche ou d'étude, ni à l'INRA, ni au ministère.

Il m'est arrivé, bien sûr d'entrer en conflit avec ma hiérarchie, pour des raisons qui s'apparentent, si l'on veut, à des questions de principe. Ainsi, je me suis fermement opposé à la dernière directrice de la DAFE, à propos d'un projet

de contrat que j'avais finalisé avec un professeur de l'INA (qui animait en outre une société de consultants). La directrice a considéré que le ministère ne pouvait contracter avec une société dirigée par un fonctionnaire; cette société avait déjà travaillé avec d'autres directions, et je connaissais son statut et sa compétence. Ne me sentant nullement en faute, j'ai refusé d'annuler moi-même ce contrat; compte tenu du conflit qui s'est ensuivi, j'ai décidé de partir, pour occuper un poste de conseiller scientifique (sur les questions économiques) à la Direction générale de l'alimentation (DGAL): la directrice, fort au courant de ma situation (je ne sais trop comment), m'avait sollicité pour que je vienne travailler auprès d'elle. L'accueil à la DGAL a été excellent; mais je me suis ennuyé dans ce poste: les préoccupations quotidiennes de la hiérarchie étaient fort éloignées des questions économiques (malgré les enjeux économiques du volet "alimentaire" de la négociation à l'OMC), et je me trouvais souvent un peu inoccupé en regard de mes fonctions précédentes. J'ai donc décidé de partir au bout d'environ un an, et j'ai pris ma retraite le 1^{er} janvier 2003. Sur un plan plus personnel, mon principal regret est toujours de ne pas avoir entrepris la rédaction d'une thèse qui, je crois, oblige l'économiste à faire la jonction entre théorie et observation.

Vous faites partie de la génération des gens à qui ce n'était pas demandé.

C'est exact. J'étais entré à l'INRA comme agro. J'ai passé mon examen probatoire l'année de mon entrée à l'INRA. Ensuite, j'ai fait mon DES en deux ou trois ans et je me suis arrêté là. Je le regrette.

Aujourd'hui, vous investissez de votre temps dans les travaux de l'Académie d'Agriculture.

J'ai été secrétaire général puis trésorier à la SFER pendant trois ans, dès mon départ à la retraite. André Neveu m'a ensuite proposé de poser ma candidature à l'Académie, et j'y ai trouvé un excellent relais pour maintenir une certaine activité intellectuelle dans mes domaines de compétence.

Vos travaux avaient-ils été primés à l'Académie d'agriculture ?

Non. J'y ai fait quelques interventions en tant que chercheur et une au titre du ministère avec Alain Blogowski sur la réforme de la PAC, mais nous n'avons pas été primés.

À l'époque, quel regard portiez-vous sur cette instance ?

Un regard certainement un peu faussé: je trouvais l'institution "vieillot". Or, j'ai découvert en y arrivant que l'Académie est active; elle est organisée en groupes de travail par affinités et disciplines. Je suis dans le groupe "politique agricole et agroalimentaire" avec des gens compétents, intéressants, tels que André Neveu, Raymond Février, Gilles Bazin, Jean-Christophe Kroll, Claude Servolin, des collègues

de Montpellier, d'anciens responsables professionnels de haut niveau...

Tout le dossier sur la réforme de la PAC a été mené dans un intergroupe avec Jean-Marc Boussard, Gilles Bazin, André Neveu... Une grande unité de vues nous a conduits à prendre des positions claires et fermes contre le libéralisme dominant.

Comment êtes-vous entré à l'Académie ?

Dans le cadre d'un parrainage: on est proposé, parrainé. Puis, une commission académique composée de membres permanents décide. Je suis resté "membre correspondant" pendant trois ans. Ensuite, si je me souviens bien, j'ai été confirmé comme membre permanent en 2006. Il faut travailler sur des dossiers. Par exemple, j'ai récemment préparé un dossier sur l'histoire des textiles en Mayenne pour le comité d'histoire de l'Académie. Le lin et le chanvre ont longtemps été à la base de l'agriculture mayennaise et d'une activité industrielle importante, du XIV^e au XIX^e siècle. C'est un travail bibliographique et de recherche documentaire très intéressant. Être membre de l'Académie d'Agriculture procure une stimulation intellectuelle et maintient l'intérêt pour la connaissance des problèmes de nos sociétés.

Chaque groupe se réunit au moins une fois par mois; et puis il y a des séances plénières et des groupes de travail intersections, tels que ceux auxquels j'ai participé, sur l'avenir du système agroalimentaire mondial, puis sur la réforme de la PAC.

Y a-t-il des choses que nous n'avons pas évoquées ?

Oui, les Commissions dont j'ai été membre: Commission scientifique provisoire, puis Conseil scientifique du département, en 1982-1984; Conseils de gestion du département ESR, Conseil de gestion du centre de Paris. En fait, ces activités me mobilisaient assez peu. Comme je l'ai déjà dit, j'ai été aussi vice-président et responsable du groupe économie de la Commission du CNERNA sur le traitement du lait à la ferme, et membre de la Commission des recherches bovines à l'INRA.

Par contre, vous n'avez jamais fait partie du Conseil scientifique de l'INRA.

Non.

Des gens comme Claude Béranger ont été présidents de centre. Auriez-vous imaginé à un moment donné pouvoir occuper un poste de président de centre ?

Non. Cela ne m'est pas venu à l'idée. J'ai peut-être eu tort parce que j'ai eu confirmation au ministère que j'aimais bien la gestion des hommes. Je l'avais déjà expérimenté comme directeur de labo et cela ne m'avait pas déplu. La gestion de la station de Paris n'était certes pas facile, mais sur le fond elle m'avait beaucoup apporté.

ITEMS

économie rurale • PAC
• ultrafiltration • lait • quotas laitiers
• procédé MMV • CNIEL • ONILAIT
• base de données RICA • ENGREF
• Ivry • ministère • CTE
• Jean-Marc Boussard
• ministère de l'agriculture
• économie agricole • modèles
économiques • développement rural
• interprofession agricole